

AGIR SYNDICALEMENT FACE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE

JEUÏ 26 JUIN 2025

INTRODUCTION

JULIE LE MAZIER,

MEMBRE DU SECRÉTARIAT NATIONAL DE SOLIDAIRES



♦ Quizz Agir syndicalement face à l'urgence écologique

Le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), c'est quoi ?

un institut de recherche

un groupe d'expert-es bobos écolos (même s'ils n'habitent pas tou-tes à Paris) ligué-es contre tou-tes pour empêcher de prendre l'avion

un groupe d'éco-terroristes

un organisme intergouvernemental, regroupant des expert-es de leur discipline et des représentant-es politiques, chargé d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du dérèglement climatique en cours

En France, le nombre annuel de morts prématurées dues à la pollution atmosphérique est actuellement estimé à :

5 000 décès

40 000 décès

100 000 décès

Qui utilise le plus sa voiture ?

les pauvres

les riches

Face à face aux problèmes écologiques qui semblent colossaux, les équipes syndicales peuvent se sentir démunies. En fait, à tous les niveaux de notre intervention, les syndicats sont des acteurs indispensables du combat écologique.

Déjà parce que les questions environnementales sont souvent des questions qui sont traitées dans l'action syndicale sous

l'angle de la santé au travail (risques chimiques, par exemple). Les travailleurs et travailleuses sont généralement les plus exposé-es (exemple des PFAS, des travailleurs et travailleuses des raffineries, du nucléaire).

La santé au travail, la santé publique (en population générale), l'environnement, c'est le même combat.

En juin 2023, combien de départements étaient en alerte sécheresse ?

2 ou 3

les deux tiers

tous

La France a interdit l'amiante en 1997. Le CIRC l'avait classé cancérigène avéré en 1976. Le premier rapport d'un inspecteur du travail soulignant la forte mortalité des travailleurs-euses de l'amiante date de :

1898

1906

1945

En Europe, les 5 % les plus pauvres émettent l'équivalent de 2 tonnes de CO2 par an et par personne, les 40 % autour du revenu médian environ 10 tonnes de CO2 par an et par personne, et les 1 % les plus riches :

29 tonnes de CO2 par an

40 tonnes de CO2 par an

54 tonnes de CO2 par an

Ceci étant, ce n'est pas parce qu'un problème est identifié dans les entreprises qu'il est automatiquement traité du point de vue de la santé publique : cas de l'amiante qui a été pendant presque un siècle un toxique professionnel reconnu sans faire l'objet de préoccupations politiques.

Inversement, ce n'est pas parce qu'un risque est identifié du

Qui est contaminé-e aux PFAS (polluants éternels) ?

les travailleurs-euses qui les produisent, les utilisent et les transportent

tout le monde

en priorité les travailleurs-euses qui les produisent, les utilisent et les transportent, mais tout le monde est au contact de PFAS

Quelle quantité de métaux faudra-t-il extraire de mines dans les 20 prochaines années si nous remplaçons les énergies fossiles par l'électricité sans réduire la production et la consommation de biens et de services ?

10 fois plus qu'aujourd'hui

autant que depuis le début de la révolution industrielle

autant que dans toute l'histoire de l'humanité

point de vue environnement que le combat prend dans les boîtes. C'est justement le rôle du syndicat de construire ce lien.

Ensuite, à Solidaires on pense qu'il n'y aura pas de rupture écologique de la société sans l'action des syndicats. Les entreprises et les administrations, ce sont des leviers centraux pour la reconversion écologique de la société : transport, rénovation

thermique des bâtiments publics et privés, restauration collective (7 milliards de repas par jour)... Surtout, la crise environnementale est le résultat de choix qui sont faits au niveau de la production, et qu'on ne changera rien sans que les travailleurs et travailleuses luttent de l'intérieur des entreprises.

Tous les outils que nous mobilisons sur d'autres sujets peuvent être activés sur les questions de santé et d'environnement.

• **Dans l'entreprise ou l'administration :** le droit de retrait, le droit de grève, la demande d'un CSE extraordinaire quand un scandale environnemental émerge peuvent être utilisés. Les CSE ont été dotés de prérogatives spécifiques aux questions environnementales, qui seront l'objet d'un atelier. Le syndicat Solidaires RATP a, par exemple, fait usage du droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement pour alerter sur le problème de la pollution de l'air dans le métro (usager·ères comme travailleurs et travailleuses, pollution à plusieurs métaux lourds).

• **Dans les entreprises appelées à se reconvertir, des secteurs polluants.** Les syndicats ont leur rôle à jouer pour forcer à anticiper les reconversions, pour qu'elles ne se fassent pas sur le dos des travailleurs et travailleuses, mais qu'elles soient synonymes de progrès social. Solidaires construit des revendications en ce sens, et prépare les équipes dans le cadre des Journées

Reconversions sociales et écologiques qui ont lieu tous les deux ans depuis 2021.

• **Dans les secteurs professionnels :** Julien et Tayeb vont vous présenter comment les questions environnementales sont intégrées à l'activité syndicale dans le ferroviaire et l'aérien.

• **Dans les Solidaires locaux :** l'intérêt de l'interpro, c'est de pouvoir échanger sur les pratiques, fournir du soutien. Ce qui nous rassemble au niveau interpro, c'est aussi de pouvoir intervenir sur les sujets qui nous sont communs, qui nous touchent en tant qu'habitant·es et travailleur·euses d'un territoire. Par exemple pour affronter une catastrophe industrielle, comme à Lubrizol en 2019, ou pour se coaliser contre des projets écocidares comme l'A69, les mégabassines, le TGV Lyon-Turin...

• **Dans nos alliances :** les alliances sont essentielles sur ces sujets. Elles peuvent nous fournir, par exemple, l'expertise scientifique, juridique, pour construire nos actions. Et surtout il s'agit de construire des coalitions larges pour être plus forts. Certaines existent depuis longtemps dans le cadre de collectifs qui se sont construits comme contre l'A69 et les Solidaires locaux y trouvent leur place. Quand elles sont à construire, nous avons deux stratégies préférentielles dont on a parlé pendant la veillée d'hier. Celle de l'Alliance écologique et sociale, AES (ex-collectif Plus Jamais ça), où nous avons

des relations très rapprochées avec six autres organisations : les Amis de la Terre, Attac, la Confédération paysanne, Greenpeace, la FSU et Oxfam. Des collectifs locaux de l'AES existent dans une quinzaine de territoires, avec des périmètres qui s'adaptent aux réalités locales, pouvant inclure la CGT, d'autres associations ou collectifs. Par ailleurs, Solidaires est partie

intégrante de la dynamique des Soulèvements de la Terre, et, dans certaines régions, comme en Bretagne, c'est à partir de là que se construit le réseau et l'action sur les questions écologiques.



JULIEN TROLLAZ SUD RAIL :

Il est plus simple de parler écologie et transition écologique dans et depuis le secteur ferroviaire que dans les secteurs routier ou aérien. Le train est une des réponses sur la transition écologique donc notre action syndicale écologique est plus simple qu'ailleurs.

SUD Rail a fait le choix pendant un plan de réorganisation et de liquidation de Fret SNCF avec privatisation et ouverture au capital, de rentrer dans le cadre unitaire de l'AES. Ça apporte une complémentarité : d'autres organisations donc

d'autres questions. On ne veut pas un Fret ferroviaire qui fait n'importe quoi. On préfère transporter des marchandises biens, sur circuit court que de l'agro-industrie de masse ou des armes.

On a appris grâce à certaines associations/ONG appartenant à l'AES à faire du lobbying auprès des politiques, à prioriser une lutte et à la mener jusqu'au bout. De nouvelles manières de faire sont apparues pour nous : champ de lutte partagé, plaidoyer, cantine autogérée pour soulager les grévistes/militant·es,

distributions des tracts prises en charge par d'autres que les cheminot·es SNCF pour les soutenir, avoir des moments joyeux (ex musique, clip planète boum boum).

Cela nous a amené un cadre unitaire, on a besoin d'unité dans nos actions.

Nouvelle campagne sur les lignes vitales (pas « petites lignes » car ce terme renvoie sur le déclassement des territoires, discours sur les petites gens, discours d'extrême droite).

C'est un problème de

financement, qui fait que bientôt 4000 km de lignes vont être inutilisables à cause du manque de moyen pour les maintenir en bon état, garder les gares ouvertes. En effet tout est fait pour le routier, et pas pour le ferroviaire. Mais l'argent pourrait être là, ce sont des choix.

Il faut amener les problématiques de l'écologie par le biais du travail, montrer les conséquences sur leur travail aux travailleur·euses, pour amener les travailleur·euses dans l'écologie.

TAYEB, SUD AÉRIEN :

Le principal problème de SUD aérien pour la lutte écologique, c'est que les autres organisations ont une mauvaise image des travailleur-euses de l'aérien. Iels pensent que les salarié-es de l'aérien sont contre l'écologie, ne vont pas les écouter, etc., mais c'est faux.

Pendant le Covid, à l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle, iels ont eu des difficultés, mais ont réussi à faire venir une lutte locale écologique, une élue

écologiste. Et tout le monde était content.

Le trafic aérien depuis 2015 jusqu'à 2020 a connu une augmentation de 5 % du nombre de passagers/ de rotation, mais une baisse de 90 000 emplois à 82 000 emplois (sur Roissy). Ça a un impact sur les conditions de travail. Plus le trafic aérien augmente, plus les conditions de travail se détériorent et plus la précarité augmente.

Lors de l'ouverture du terminal T4, les salarié-es se sont opposé-es à son ouverture. Ça ne créait pas d'emploi, et devait se faire sur des terres agricoles. Le projet a été annulé à cause de la crise du Covid.

Il y a eu trop de demandes de personnes voulant faire une reconversion professionnelle pendant le Covid. Iels ont eu du mal, à la reprise après Covid, à retrouver du personnel.

Les arguments syndicaux sont plus sur les conditions de travail, la santé des salarié-es (peu de personnes restent jusqu'à la retraite dans l'aérien).

Notre problème est vraiment d'avoir le soutien des collectifs écologistes, qui ont une crainte envers nous.

QUESTIONS RÉPONSES !

- Comment se positionne SUD Aérien par rapport à l'idée écologique de diminuer l'avion au maximum ?

La sortie de l'aérien ne sera pas demain. Elle doit se faire au fur et à mesure et on ne doit pas laisser cette reconversion au patronat. Il faut essayer de faire des conventions entre secteurs, des liens entre les conventions collectives, pour que les salarié-es puissent passer d'un secteur à l'autre dans le cadre de reconversion d'entreprise (exemple de lignes d'avions qui ont dû fermer si le trajet pouvait se faire en train en moins de 2 h 30, les salarié-es de l'aviation n'ont pas été repris par les entreprises qui ont repris le marché ferroviaire).

- En ce moment on a des réouvertures de lignes de train avec arrêt à toutes les gares de la ligne. Ces trains sont à hydrogène. Quel est l'intérêt de l'hydrogène et l'impact écologique de ces lignes et trains ?

- Est-ce qu'on peut s'appuyer sur la décision du gouvernement anglais sur la renationalisation du ferroviaire ?

C'est effectivement un point d'appui. La privatisation coûte plus cher car il n'y a pas de mutualisation entre les opérateurs. On ne peut pas séparer le rail et la roue, au niveau entretien, usage, etc.

- Enjeu de la multimodalité avec le train. Y a-t-il une position de SUD-Rail sur le fait de pouvoir mettre plus de vélos dans les trains ?

Quel ferroviaire veut-on ? Pour nous le ferroviaire est un bien commun. Il faut donc réfléchir en commun, avec les régions, l'État, les constructeurs, à quel train on veut pour mettre des dizaines de vélos, par exemple.

Il faudrait qu'on puisse avoir des revendications d'ensemble avec le Rail, Alstom et Bombardier (constructeurs des trains). On essaie avec SUD Industrie d'avoir des reconversions professionnelles entre l'industrie et le rail.

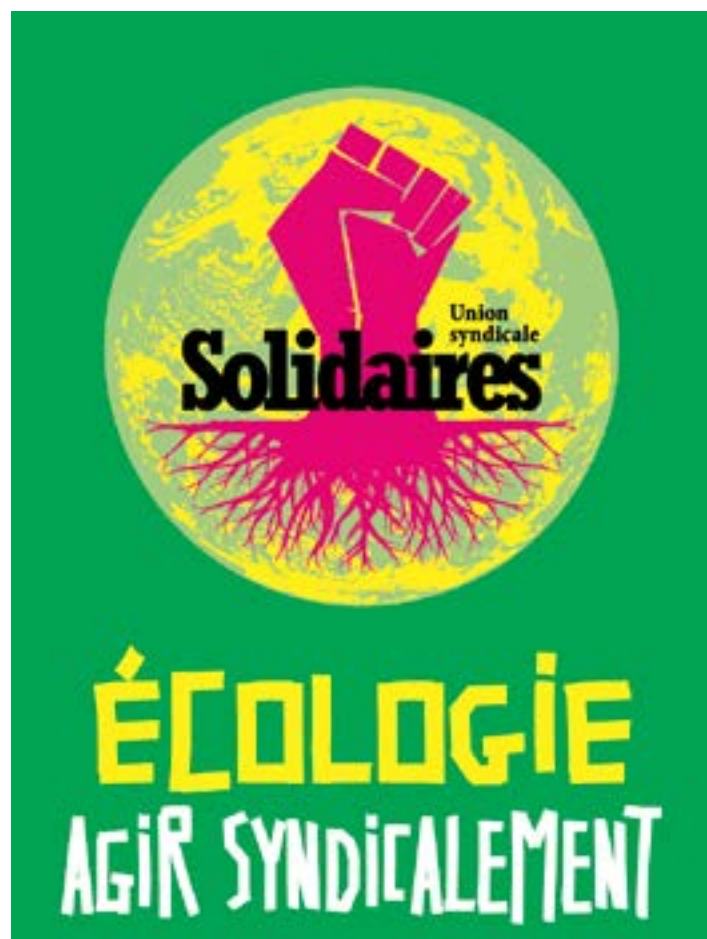
Il y a aussi le problème d'avoir moins de salarié-es en gare pour l'accueil des personnes en situation de handicap.

- Quelle est l'ampleur des travaux à Solidaires sur la transition énergétique ? On est contre le nucléaire, faut transitionner, mais y a-t-il des manières de faire, des positions sur comment faire, quelles solutions porter sur ce sujet ? Y a-t-il des positions/ recherches de Solidaires ?

Un 4 pages sur l'énergie est sorti avec des propositions : sortir l'énergie du marché, tarification fixe... et développer les renouvelables. Et diminuer les consommations, mesures générales de sobriété.

solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-ecologie/bulletin-n-9/energie-comment-imposer-des-choix-citoyens

[La brochure](#)



Les ateliers

1. Agir en CSE face à la crise environnementale Tayeb
2. Nos revendications pour les salarié-es des entreprises conduites à se reconverter : vers un nouveau statut du salarié-e et une Sécurité sociale environnementale Julie LM
3. Agir par le biais des Solidaires locaux : cas pratiques Julie F
4. Quelles alliances (Soulèvements de la Terre...)? les SLT
5. Imaginer des scénarios/écologistes et sociaux pour notre action syndicale dans la société de demain. Lawryn et Julia

♦ Atelier : Nos revendications pour les salarié-es des entreprises conduites à se reconverter : vers un nouveau statut du salarié-e et une Sécurité sociale environnementale

Ce sont les entreprises qui doivent se reconverter, pas les personnes.

Les résistances aux reconversions sont aussi dues, côté salarié-es, à tout ce qui est perdu avec l'emploi : non seulement un revenu, mais la vie qu'on a construite à proximité de l'emploi, un statut, une respectabilité, des conquêtes sociales attachées à telle ou telle convention collective, un sentiment d'utilité sociale, qu'il faut remplacer par l'idée dévastatrice que son activité était nuisible. Pour répondre à cela, il est indispensable d'élaborer des revendications que les salarié-es des secteurs concernés puissent s'approprier.

Expertise du mouvement social depuis les années 2010. Plateforme « Emplois-climat », rapport « Un million d'emplois pour le climat ». Emplois que nous voulons stables, correctement rémunérés, qui redonnent sens au travail, dans les secteurs de la rénovation énergétique, énergies renouvelables, réparation, agro-écologie paysanne, les transports en commun, le social, les services publics, la recherche. Rapport de l'AES en 2021 « Pas d'emplois sur une planète morte. »

Cette analyse est un point de départ, mais elle ne s'adresse pas aux salarié-es dont les emplois seraient détruits.

Nous devons imaginer, revendiquer et conquérir un nouveau statut du salarié-e de la transition écologique. Une véritable rupture écologique doit impérativement être un moment de conquête de nouveaux droits qui la rendent possible et désirable, à la hauteur de ce qu'ont été les lois Auroux (création des CHSCT) ou même la création de la Sécurité sociale (dont nous fêtons les 80 ans cette année, avec des perspectives pour la renforcer et l'étendre). Le nouveau statut du salarié est une revendication de long terme, permettant de se donner des perspectives, à innover dans le débat public. L'idée principale est que les droits ne sont plus attachés à un contrat de travail, mais à la personne salariée. Cela implique le maintien des revenus entre deux emplois, le droit à la formation, pas de perte de statut, le tout garanti par un fonds patronal.

Solidaires repart d'une revendication ancienne : le nouveau statut du salarié-e.

Socle revendicatif à moyen terme : attacher les droits (en en créant de nouveaux) non

plus au contrat de travail et à l'emploi, mais au salarié-e. Droits maintenus entre deux emplois, transférables d'un emploi à l'autre, opposable à l'employeur.

Cela repose sur 4 principes

1. Continuité du socle contractuel, maintien et transférabilité des rémunérations et acquis sociaux entre 2 emplois et d'un emploi à l'autre.

2. Droit à la formation.

3. Obligation de résultat du reclassement des salarié-es dans des emplois équivalents, sans déclassement ni précarisation.

4. Droits garantis par un fond patronal mutualisé.

Solidaires s'inscrit dans le cadre d'une autre revendication : la Sécurité sociale de l'environnement. Piste revendicative dessinée au dernier congrès. Renforcer la Sécurité sociale existante et l'élargir à de nouveaux besoins en créant de nouvelles branches, comme sécurité sociale de l'alimentation ou sécurité sociale de l'environnement. Protéger les populations en aval des risques d'inondations, de tempêtes, de canicules, d'incendies, de pollutions. Financer la nécessaire transformation de l'appareil productif.

Revendication qui n'est pas propre à Solidaires, donc possibilité de construire des campagnes communes : plan d'action pour l'industrie et l'environnement/Sécurité sociale professionnelle environnementale (fonds mutualisé pour les transitions environnementales et économiques/nouveau statut du travail salarié). Le nouveau statut du travail salarié consiste plutôt à créer un socle commun de droits très protecteurs au-dessus des conventions collectives.

Une fois qu'on a dit ça, tout reste à préciser, par exemple :

Intégrer la question des conditions de travail.

Intégrer la question des nouveaux pouvoirs pour les travailleurs et travailleuses dans l'entreprise : droit de veto des CSE sur les plans de licenciements, retour des CHSCT et mise en débat du bilan des commissions de santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT).

Articuler avec nos autres revendications sur le temps de travail et les revenus (contreparties à exiger des sacrifices que les travailleurs et travailleuses vont devoir faire) :

– Les 32 h

– La satisfaction des besoins fondamentaux par une tarification progressive pour l'eau, l'électricité, le gaz, le transport, le logement, les moyens de communication... y compris par la gratuité pour satisfaire les besoins fondamentaux (cahier revendicatif 2023).

Ce peut être, par exemple la gratuité des premiers mètres cubes d'eau, de premiers kWh... (rés. 1 congrès 2024) puis une forte progressivité des prix pour pénaliser fortement les fortes consommations.

– La réduction et le plafonnement des écarts de salaires et de revenus, de 1 à 4 (on ne va pas financer des salaires de cadres sup à 8000 euros entre deux emplois).

Réfléchir aux traductions concrètes, comme la négociation des conventions collectives dans les secteurs polluants comme dans ceux qui créent des emplois. Dans le ferroviaire, des revendications concrètes sur la façon dont ce secteur intègre des salarié-es qui sont en impact d'une fermeture d'usine : de la route, de l'aérien. Quel parcours de formation, quel accompagnement.

Identifier des entreprises depuis lesquelles porter ces revendications.

♦ Construire une campagne sur le sujet dans votre UD

→ Les revendications/mots d'ordre/slogans : comment les présenter, qu'est-ce qui est le plus facile à s'approprier. Max 3.

→ Les appuis : quelles sections ou syndicats, avec quelles problématiques, quels objectifs.

→ Les alliés

→ Un calendrier de la campagne : réunions, formations, actions.

Solidaires 91, discussion autour d'Amazon Brétigny.

Que faire pour changer les conditions de travail des salarié-es d'Amazon et la société ?

L'interrogation et la réflexion sur le travail d'Amazon et de ses entrepôts touchent à une diversité de branche. La réoccupation d'emploi « plus intéressant » (notion de sens au travail). Le développement de transports plus écologiques (rail, fluvial). La relocalisation de la production, dont la taxation au km peut être un outil. Recréer de la production locale permet des créations d'emplois, donc des reconversions possibles. Et l'on pourrait mettre en avant le sens de l'emploi dans la société. Évidemment, la formation est indispensable avec une garantie des droits de chacun. D'aucuns se posent la question : pourquoi devoir travailler tout le temps, toutes et tous ? Quid de l'idée du revenu universel ?

Une autre question se pose : comment faire une société désirable dans laquelle la consommation facile n'est plus à l'ordre du jour ?

Et partir dans notre analyse et notre communication des conditions de travail des

salarié-es d'Amazon est sans doute le bon biais.

Solidaires 93, comment réformer le secteur aérien.

Il faut commencer par un moratoire sur les compagnies low cost, terribles en termes de conditions de travail. Puis réfléchir pour sortir du tout aérien, avec les syndicats de salarié-es, les associations écologistes et les riverains. Il faut reconvertir ce qui va avec l'aéroport : zone logistique, centre commercial, gare TGV. La construction peut être reconvertie dans le ferroviaire, en tout cas proposer d'autres propulsions.

Il ne s'agirait pas d'interdire l'aérien, mais de le limiter aux activités essentielles en s'interrogeant sur l'utilité sociale des productions et des modes de production. On peut privilégier le transport par bateaux même si le temps est plus long.

Prenons l'exemple des DROM-COM : arrêter l'aérien est un problème, tout comme l'est l'interdiction (actuelle) de commercer directement avec l'Amérique du Sud (pour les Antilles). Se pose la question du développement local et de la souveraineté alimentaire.

Solidaires 13, l'usine de production électrique de Gardanne

Le passage du charbon à la biomasse s'est fait sous prétexte de transition écologique. Une partie du bois vient des 250 km autour de l'usine, mais une autre partie vient du Brésil ou de l'Afrique du sud, la raison invoquée pour justifier ce choix est de faire travailler le port de Fos-sur-Mer. Si l'on y rajoute des conditions de travail qui sont loin d'être optimales, nous pouvons douter de l'exemplarité d'une telle reconversion pour l'écologie.

Le premier travail serait le devoir de vigilance : remonter les filières et avoir des infos sur les conditions de production. De plus agir sur les conditions de travail car le bois émet des particules fines, les ouvriers en respirent tout au long de la coupe et du transit. Il faut contraindre les entreprises à ce que les droits humains, les droits sociaux soient respectés tout au long de la chaîne de travail. On peut, pour ça, utiliser le droit d'alerte sanitaire et environnemental, mais il faut l'améliorer en créant des contraintes pour l'employeur. Puis demander des moyens et s'appuyer sur le droit d'expression des salarié-es pour réfléchir à ce qu'implique faire tourner la centrale, comment améliorer la production et l'objet social, réfléchir à quelle énergie et pour quoi faire ?

Des appuis existent : la CGT locale, des associations locales, des syndicalistes des ports du Brésil et d'Afrique du Sud. Les actions syndicales sont à réfléchir dans l'UD, puis il faut chercher une alliance.

♦ Conclusion de l'atelier

La reconversion d'une entreprise polluante est à penser à l'échelle d'un territoire complet.

La relocalisation n'est pas une solution si l'on ne met pas des objectifs écologiques et soutenables avant.

Les questions de l'alimentation et de soutenabilité alimentaire sont également posées dans le projet de Sécurité sociale alimentaire (SSA). Deux jours de formation et débat auront lieu les 13 et 14 novembre 2025 à Saint-Denis.

Se pose aussi la question du devenir des friches industrielles polluées. L'obligation existe, mais n'est pas toujours effective.

Il est important de discuter avec toutes et tous et de ne pas imposer un modèle de vie. Les campagnes pour rendre concrètes nos revendications pour un futur désirable sont encore à travailler.

AGIR PAR LE BIAIS DES SOLIDAIRES LOCAUX : LES PRATIQUES

♦ Ce qu'on peut retenir du tour de table.

Présente-toi et parle-nous d'une lutte écologique et sociale en interorga et local ?

J. : Toulouse, lutte contre l'A69, Solidaires 31/81 engagés.

C. : de la Loire (42). Dans le 43, lutte en cours contre une déviation autour du Puy-en-Velay, la « Lutte des sucres ».

A. : de Lille, lutte sur la friche Saint-Sauveur à Lille. A été historiquement utilisée pour campement de sans-pap et demandeurs d'asile. Infrastructures se sont créées pour ça + lieu de lutte identifié. Puis démantelé et personnes déplacées pour permettre un projet de grande piscine olympique, alors qu'il y en a déjà une autre.

É. : Solidaires 64 — Solidaires Béarn (Pau). Lutte contre projet inutile « start-up nation ». Projet « Eco », vendu par Macron (mais pas dans les médias, pour l'instant projet peu connu). Raser la forêt pour faire du kérosène « vert ». Sud Chimie local a travaillé avec le SNUPFEN local et collectif « forêt vivante ». Manif en centre-ville. L'objectif c'est d'empêcher le début du chantier qui

commencerait en octobre. Formation de camarades via Extinction Rebellion (XR) pour monter une ZAD et créer une équipe street medic.

P. : 93, lutte contre les JO. Actuellement, lutte contre entrepôt « Green dock ».

C. : 93. Les projets deviennent moins écolos. Toits végétalisés disparaissent au profit du plastique alors que production énorme de miel à Paris.

V. : Toulouse. Deux combats actuels, usine de buchette de bois compacté qui veut s'implanter dans la montagne. Collectif s'est monté, a demandé de l'aide pour se structurer. Aide apportée par le Solidaires local, notamment sur appui juridique.

C. : Lyon, bataille sur les PFAS, cf. « couloir de la chimie » : toute la pétrochimie et les usines à la sortie de Lyon. Première lutte = tester et prouver la contamination des habitant-es et salarié-es. Procès en cours sur les lanceurs d'alerte à Arkema.

S. : aide-soignant en Indre-et-Loire. Projet de construction de bassines, mobilisation a eu lieu. Pendant ses vacances a vu le projet en Gironde de raser une grosse partie de la forêt pour faire de l'hydrogène « vert ».

C. : Isère, vit en zone rurale, habite dans la vallée de la chimie entre Lyon et Valence.

Les usines créent de l'emploi, mais sont très polluantes... Veulent s'agrandir sur zone protégée Natura 2000.

P. : Tours, Solidaires 37 relaie surtout les initiatives.

Synthèse : des luttes écologiques, il y en a partout.

♦ Atelier en groupes

Travail en groupe de deux ou trois autour d'une lutte à choisir parmi celles présentées pendant le tour de table. Tâcher de répondre à 3 questions :

- 1) Quels arguments sont mobilisables auprès des collègues de travail pour les convaincre que cette lutte est importante ?
- 2) Réfléchir à une plateforme revendicative.
- 3) Quel·les allié·es mobiliser ?

RESTITUTION GROUPE 1

→ Usine de buchette de bois compacté qui veut s'implanter dans la montagne (Toulouse).

Questions à se poser/mettre en avant :

- Autre emplacement possible/plus

intéressant ? Il y a des friches ++ dans ce coin.

- On porte l'installation de services publics dans le secteur pour les habitant-es plutôt que d'enrichir une seule personne. Création d'emploi, oui, mais à quel prix ?
- Où est-ce que les coupes d'arbres vont avoir lieu ?
- Usine dit transport, donc pollution des camions et création de routes ?

À faire :

- Au niveau des cibles d'action, on a pensé à l'ONF.
- Communiquer auprès de la population, donc actions pour dénoncer le projet > réunion publique, tractages dans les gares et sur les marchés.
- Solliciter l'État et les collectivités territoriales. Interpeller ++ le maire.
- Recours juridiques.
- Occuper le terrain de l'implantation.

Nos alliés = collectif locaux, intersyndicale, élu-es, les Soulèvements de la Terre (SDLT). Solliciter le SNUPFEN pour son expertise.

GROUPE 2

→ Agrandissement de la plateforme chimique du côté de Lyon.

Organiser les revendications :

- 1) Rappeler la zone Natura 2000 et la destruction des habitats naturels.
- 2) Enjeu de la santé, le projet va aggraver les conditions sanitaires.
- 3) Risques d'inondation suite à l'imperméabilisation des sols.

À faire :

- 1) Produire un tract pour porter les revendications ci-dessus.
- 2) Rappeler la responsabilité des élus et les interpeller pour qu'ils se prononcent sur le projet.
- 3) Communication : tractage, boitage, collage, communiqué de presse...
- 4) Débat public/assemblée générale.
- 5) Prévoir des actions, type rassemblement.

À prendre en compte : un camarade de Sud Chimie présent au sein de la boîte pourrait nous rétorquer que ses collègues l'interpellent : « Solidaires menace notre boîte ? »

Contre-discours : Transformer le site en autre chose ? Augmenter les salaires ? Où en sont-ils sur les maladies professionnelles ? Alerte sur les futures dégradations de travail.

GROUPE 3

→ Destruction de la friche Saint-Sauveur à Lille. Terrain de 23 ha.

Si on cherche sur internet, on trouve surtout des articles positifs sur ce projet. Il y a donc un enjeu de communication : créer un site internet pour communiquer facilement sur ce sujet. Diffuser les contacts des personnes référentes du collectif. Blog ? Page FB ? Bref il faut un support pour que le maximum de personnes puisse rejoindre la lutte.

Moyens d'action :

- Personnes exilées concernées, donc il faut développer les alliances avec les collectifs sans pap + Utopia 56. Revendiquer l'hébergement des sans pap + la régulation. Occupation de la zone pour empêcher l'expulsion.
- Alliance avec SDLT, XR.
- Aller chercher le voisinage, créer de l'affect (animation et balades nature pour montrer aux gens le lieu). Sur les 23 ha, seuls 3 ha de verdure conservés dans le projet...

Lille arrive toujours dans le top 5 des villes les plus polluées, il manque des espaces verts.

Argument à mettre en avant : le projet comme défini par la ville ne répondra pas à la crise du logement, notamment en termes de logements sociaux. Le porteur de projet annonce qu'un « grand nombre de logements seraient construits » > Sur 2500, seulement 200 de très sociaux, donc impact marginal. En plus il y a énormément de logements vacants à Lille (40 000 !).

Proposer des alternatives > PAS DE PISCINE OLYMPIQUE.

Dépolluer la zone.

GROUPE 4

→ Lutte contre le projet ECO près de Pau.

Lutte revendicative sur 3 volets :

- Destruction des lieux de vie. Pénurie d'eau car une rivière sera pompée, dans un contexte préexistant de raréfaction de l'eau.
- Augmentation du risque sanitaire pour la population + la création d'emploi ne garantit pas l'amélioration des conditions de travail.
- Impact sur les agriculteur-trices. Destruction des terres agricoles et conflit d'usage sur l'eau.

Moyens d'actions syndicaux :

- Créer des lieux de vie > participer en interorga à des réunions publiques, villages militants... Organisation de manif.
- Tractage, grève, blocage.
- Communiquer auprès des petits exploitants/ Lien avec la confédération paysanne. Voir également avec Sud AGRI, qui est en cours de création.

Quels alliés ? Tous les collectifs d'habitant-es, SDLT, Intersyndicale, Confédération paysanne.

Objectif : on veut que ce projet n'ait pas lieu, on doit l'empêcher d'exister, donc on a une zone à défendre. Quelle est la place des Solidaires locaux dans la création de ZAD ?

NB : Solidaires peut déposer des manifs pour les collectifs qui n'ont pas d'existence administrative et avoir une aide matérielle et financière.



QUELLES ALLIANCES ?

Les Soulèvements De La Terre

Comment trouver des solutions quand se pose la question de s'allier avec des conditions qui ne sont pas évidentes ? L'idée est d'éviter les postures figées et de travailler sur nos contradictions. Parfois la question se pose sur le thème de la mobilisation, parfois sur les collectifs avec qui la faire, sur le moment, la conjoncture...

On a utilisé ici le débat mouvant, pour réfléchir, discuter et arriver à des réponses.

Ici, chacun-e doit réfléchir en tant que militant-e de Solidaires participant à une interorga.

♦ **Situation 1 : Vous organisez une mobilisation contre la construction d'une mégabassine. Un mouvement d'agriculteur-trices (sans lien direct avec le projet mégabassine) se crée sur un autre sujet. Le fossé écologistes/ agriculteur-trices s'exacerbe. Est-ce que vous décidez de changer de cible ?**

Quelques arguments pour le changement de cible :

- Il faut être sur l'action en cours, on peut mettre en pause la mobilisation contre la construction d'une mégabassine.
- On peut s'appuyer sur l'avis de la confédération paysanne, pour trouver un mode d'action plus fin.
- C'est une action qui peut permettre de rallier des personnes proches de la FNSEA et donc les avoir avec nous pour de prochaines actions.

Quelques arguments contre le changement de cible :

- La mobilisation des agriculteur-trices semble floue, on n'est pas obligé d'être uniquement sur une seule action.
- On continue l'action contre la mégabassine tout en gardant un œil sur ce qui se passe côté agriculteur-trices.
- Ça pourrait être une tentative de contre-feu mené par la FNSEA, en nous détournant de la cible initiale.
- On doit préserver le cadre unitaire, avec en tête la possibilité d'étendre le mouvement à d'autres luttes plus tard.

Ce qui s'est réellement passé : Les tensions étaient fortes, les SDLT et la confédération paysanne se sont retrouvés piégés. Ils ont fait le choix de mener des actions qui ne touchaient pas aux moyens de production et d'enquêter sur l'usage de l'eau de la mégabassine. Ils ont montré

qu'elle permettrait d'arroser des productions de céréales qui seraient ensuite stockées au port de La Rochelle avant d'être exportées. Donc que ça ne servirait pas à nourrir les populations locales. C'était une façon de tendre la main aux agriculteur-trices, en allant sur un ennemi commun.

♦ **Situation 2 : Un projet d'implantation d'un champ de panneaux photovoltaïques est prévu en forêt. On est opposé au projet. Des naturalistes aussi, mais iels ont besoin d'une info précise que seuls les chasseurs locaux peuvent avoir. On va voir les chasseurs, oui ou non ? Puis, est-ce qu'on fait rentrer le collectif de chasseur dans le cadre unitaire ?**

Quelques arguments pour prendre contact avec les chasseurs :

- Les chasseurs connaissent bien la région et peuvent nous donner des infos, notamment sur la faune et flore locale. Ce sont des infos qui pourraient nous servir contre le projet photovoltaïque.
- On peut les contacter sans les faire entrer dans la coordination.
- Les chasseurs peuvent avoir comme nous la volonté de préserver leur environnement, avec une convergence possible sur le fait de protéger la forêt.

- On peut les contacter sans les faire entrer dans la coordination.
- Les chasseurs peuvent avoir comme nous la volonté de préserver leur environnement, avec une convergence possible sur le fait de protéger la forêt.

Ce qui s'est réellement passé : Sur un projet dans le Jura, les naturalistes ont contacté les chasseurs pour avoir des infos. Il y a eu des rencontres et des échanges. C'est cette alliance qui a permis de gagner la lutte, parce qu'il y avait une espèce protégée dans la forêt. Et ce sont les chasseurs qui ont donné cet élément.

<https://reporterre.net/Quand-naturalistes-et-chasseurs-deviennent-compagnons-de-lutte>

♦ **Situation 3 : Vous participez à une manif'action. La veille au soir, sur le camp, des militant-es vous demandent de cacher une pince monseigneur dans le camion syndical. Est-ce que vous acceptez ?**

Quelques arguments pour accepter :

- On sait que ce genre de situation peut arriver, on a pu l'anticiper.
- Ce sont des personnes qu'on a déjà croisé, avec qui on a déjà mené des actions.

Quelques arguments contre le fait d'accepter :

- C'est un risque d'être piégé.
- Il faut un cadre hyper clair en amont.
- On n'a pas pu en discuter collectivement.

Ce qui s'est réellement passé : Ce sont normalement des choses qui sont prévues en amont. Quand ça s'est produit, cela a créé des tensions et des incompréhensions. Des actions ont été menées, en parallèle de la mobilisation prévue, et ça a créé des difficultés avec la confédération paysanne, un sentiment de trahison. Il faut donc que les termes soient posés de manière très claire pour préserver le collectif.

♦ **Situation 4 : Une raffinerie importante, polluante, est menacée de fermer. Les habitant-es ne veulent plus de la raffinerie. Mais que fait-on des salarié-es ? Sommes-nous pour ou contre la fermeture ?**

Quelques arguments pour la fermeture :

- Il faut discuter avec les salarié-es, notamment des pistes de reconversion de l'usine et vers d'autres secteurs d'activité.

- Si on continue à polluer la planète, il n'y aura plus du tout de travail.

Quelques arguments contre la fermeture :

- Il faut d'abord être en soutien des salarié-es avant de pouvoir parler de reconversion. On peut vouloir la fermeture de la raffinerie politiquement, mais on est syndicaliste.
- Si on se contente de dire que l'usine ferme, on sait que la production se fera ailleurs, c'est donc contourner le problème de fond. Il faut construire à long terme avec les travailleur-euses.
- C'est un projet patronal, qui n'a sans doute aucune volonté écologique, mais bien capitaliste.
- Avec les salarié-es, on peut réfléchir à d'autres solutions, porter des idées de SCOP par exemple, reprendre les outils de travail.

Ce qui s'est réellement passé : Les SDLT se sont construits autour du sujet du démantèlement d'infrastructures. Mais un jour, il y a des vagues de licenciements. Iels se sont dit qu'ils ne pouvaient pas dire oui aux licenciements. Les patrons ne font pas de l'écologie, c'est pour faire pire ailleurs. Iels vont alors aussi lutter contre les fermetures d'usine, avec, par exemple, la lutte à Grandpuits.

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/la-lutte-contre-les-licenciements-est-ecologiste>

Total avait un projet de reconversion de l'usine pour faire un méga méthaniseur en utilisant des terres agricoles.

♦ **Situation 5 : La fermeture d'une usine de métallurgie est annoncée. Le repreneur est un fabricant d'armes. Est-ce qu'on poursuit la lutte contre la fermeture (qui se transforme alors en usine d'armement) ou on n'aide pas les ouvriers à se battre contre la fermeture ?**

Quelques arguments pour

poursuivre la lutte contre la fermeture :

- Si le métal n'est pas produit ici, il le sera ailleurs, dans d'autres pays, et tuera autant de personnes.
- On peut sauver les emplois et ensuite parler de la reconversion dans autre chose que l'armement.
- On pourra tenter de changer les choses de l'intérieur.

Quelques arguments contre poursuivre la lutte contre la fermeture :

- sacrifier 150 personnes pour sauver des vies, les victimes aussi sont des travailleur-euses. et on peut aider les salarié-es à se reconverter.
- Si les travailleur-euses arrêtent de produire des armes, la France ne pourra plus en envoyer.
- Solidaires est contre la guerre et l'armement.

Ce qui s'est réellement passé : Il y a eu plusieurs cas de ce genre. La fonderie de Bretagne, qui produit notamment des obus. Les salarié-es ont été soutenus notamment avec la volonté de les ravitailler avec de la nourriture (cantines solidaires), mais à partir du moment où le repreneur a été connu, iels ont arrêté le ravitaillement. Un autre cas à Grenoble, où les salarié-es se sont mobilisé-es contre la production de puces électroniques qui servent à l'armement d'Israël.

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/communiquer-du-comite-essentiellement-antipuces>

♦ **Situation 6 : Vous participez à une mobilisation organisée avec un grand camp, au dernier moment, la Confédération paysanne décide d'installer un barbecue saucisse avec une banderole «la saucisse, c'est politique» à côté de la cantine végétale prévue de l'inter-cantine. Ça fait scandale. Est-ce qu'on soutient la Conf ?**

Quelques arguments pour le soutien :

- C'est l'occasion de discuter de ces questions.
- Il faut dépasser les clivages et continuer d'échanger.

Quelques arguments contre le soutien :

- C'est une décision prise hors du collectif, à la dernière minute.
- Il n'est pas possible d'imposer à tou-ttes des décisions non collectives.

Ce qui s'est réellement passé : Ça s'est produit sur le village de l'eau. Les tensions auraient pu être évitées. La confédération a un discours sur la production animale qui n'est pas celle de certain-es politiques, mais, malgré tout, il y a régulièrement des tensions entre la confédération paysanne et l'inter-cantine. Il faut arriver à en sortir par le haut avec un ennemi commun, les fermes usines.

♦ **Situation 7 : À l'occasion d'une interorga, une proposition de paysan-nes qui veulent faire une action contre des maraîchers industriels bio est faite. On fait ou pas ?**

Quelques arguments pour mener l'action :

- L'image du bio est idéalisée, le label et les conditions pour l'obtenir sont très discutables.
- On parle ici d'une échelle industrielle. C'est l'occasion de soutenir des petit-es producteur-trices locales qui n'ont pas forcément le label, mais sont proches de nos revendications.
- On peut porter une critique constructive sur le bio.

Quelques arguments contre l'action :

- Il y a des cibles pires que le bio, on doit prioriser.
- Avec une telle action, on prend le risque de mettre des salarié-es au chômage.
- On ne peut pas détruire des productions alimentaires.
- Il faut prendre en considération les réactions de l'opinion publique sur ce genre d'action.

Ce qui s'est réellement passé : Une action a été menée au sud de Nantes, contre une exploitation de maraîchage industriel, fait avec du sable de Lafarge, du plastique, de la laine de roche... donc un maximum de pollution. L'action consistait à arracher du muguet, détruire des serres de tomates, arracher des salades... Des images de l'action ont circulé. S'en est suivi une grosse crise, bien que l'action se voulait en soutien des paysan-nes de la zone. L'action basée sur de la destruction de nourriture ne passe pas auprès de la population, il a été décidé de ne pas mener à nouveau ce genre d'action, mais d'axer plutôt sur la question des conditions de travail, l'emploi de travailleur-euses sans papier et la pollution.

♦ **Situation 8 : Il y a un projet d'agrandissement d'une usine de stockage de nucléaire. Le syndicat des travailleur-euses est contre l'agrandissement, mais pour le**

nucléaire. Est-ce qu'on l'intègre à notre coordination de lutte ? (ce qui nécessiterait des changements comme celui du nom «Stop nucléaire»)

Quelques arguments pour les intégrer :

- Le but compte plus que le moyen, il faut des alliances contre un tel projet. Et c'est dans un contexte précis.
- On soutient les ouvrier-es.
- On a besoin des salarié-es contre le projet, d'avoir des objectifs communs.

Quelques arguments contre leur intégration :

- On ne peut pas renier notre position anti-nucléaire.
- On ne peut pas intégrer juste pour un temps donné. On n'a pas le même but final, nous, on veut sortir du nucléaire.

Ce qui s'est réellement passé : Sur un projet à la Hague, les écologistes et syndicalistes ont discuté, c'était l'occasion d'avoir



des salarié·es du nucléaire avec nous. Le collectif a changé de nom à l'occasion. EDF a fini par lâcher le projet, qui a été repris par Orano, les travailleur·euses et syndicalistes ont arrêté la lutte.

Bilan : Ce sont des pistes de réflexion plus que des réponses. Ça fait réfléchir à des types d'arguments.

On commence par des positions individuelles et on change collectivement, on discute, décide, convainc. On réfléchit et avance ensemble. Ça pose la question de la stratégie, qu'on oublie souvent. On ne peut pas forcément être puriste, identitaire.

Le débat mouvant permet d'avoir et de voir l'avis de toutes les personnes, même en grand

nombre, où tout le monde ne peut pas forcément prendre la parole, par la position dans l'espace. Les arguments des 2 côtés et du milieu sont exposés, ça permet à des personnes de changer d'avis et donc de place, de se rendre compte des arguments qui importent/touchent, de les approfondir. de ne pas se cristalliser sur des arguments

parlant peu ou n'ayant pas d'incidence sur la décision. Cela peut aider à trouver des réponses quand on a l'impression qu'il n'y a pas de consensus ou que c'est tendu.

Il y a l'idée de faire un PDF avec des situations pour les discuter dans les collectifs/UL.

IMAGINER DES SCÉNARIOS/ÉCOLOGISTES ET SOCIAUX POUR NOTRE ACTION SYNDICALE DANS LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

♦ «la pensée inversée», Travail sur scénario catastrophe

3 thématiques sont proposées :

- L'énergie
- l'agriculture et la biodiversité
- l'IA (elle ne sera finalement pas traitée)

Brainstorming : quelles sont les actions pour détruire? Toutes les idées les plus sombres, les plus nulles sont les bienvenues. Sortir les peurs, il faut être créatif·ve dans les problèmes écologiques.

Scénario Énergies

De Mad Max à Matrix, Asimov ne répond plus. Dépendance totale au pétrole et autres énergies fossiles. Énergie illimitée maîtrisée par quelques humains. Profusion de machines. Obsolescence d'un grand nombre d'humains, plus de classes sociales, plus de syndicats...

Monde renforcé par l'IA. Plus de règles, «trumpisation», perte de contrôle de machines. Les humains inutiles, l'âme humaine est l'âme numérique. Il s'agit de la Genèse 2.0.

→ Affiche 4, l'homme a disparu au profit des machines

Scénario «Agriculture et biodiversité»

Accaparement des terres de l'eau et des ressources par une partie de la population

Effondrement de la biodiversité qui entraîne une guerre mondiale, les moustiques blancs en profitent pour dominer le Monde.

♦ «aller vers le mieux». Construire la riposte syndicale ou la réponse de Solidaires à ces mondes catastrophes.

Cet exercice part du constat de la difficulté de Solidaires de se projeter sur un temps long, Penser plusieurs étapes. Objectif final commun, telle est la stratégie et, pour cela, il faut élaborer des stratégies à partir des outils de Solidaires. Se permettre de la créativité pour empêcher la

catastrophe de se produire.

Scénario Énergies

Objectif : que les énergies soient accessibles pour tous·tes en tout lieu du territoire en 2050.

• Mise en place de l'OME en 2040 (Organisation Mondiale de l'Énergie), au sein de laquelle sera créée une Commission Alimentation.

• Nationalisation des industries afin d'en diminuer l'impact en 2035 pour aboutir à organisation internationale révolutionnaire de l'énergie

• Constitution de la représentation du vivant en personne morale maintenant! Un fleuve peut donc exprimer sa parole dans des assemblées.

• Solidarité entre les travailleurs déjà en place : constituer une charte de transition entre les métiers d'ici octobre 2025.

• Information de la population par multiplication de conventions citoyennes un peu partout en 2026/2027.

• Gouvernement révolutionnaire mis en place en 2027. Comités délibératifs sur l'énergie, ses besoins, ses emplois, ses localisations...

Scénario «Agriculture et biodiversité»

Dès maintenant :

• s'impliquer dans les luttes locales, comme la lutte contre les algues vertes

• créer des collectifs avec d'autres orgas pour faire l'unité

• aller dans les entreprises pour que les travailleuses s'approprient les luttes écologiques

2027 : produire et consommer local

• en taxant les importations

• en interdisant les fermes usines

• en mettant en place une gestion locale des ressources alimentaires et de l'eau

• Exproprier les gros capitalistes en prenant leurs terres et en les distribuant à la «mode Terres de lien»

• Transition agricole dans les écoles (2027 -

2030). Plans agricoles territoriaux à mettre en place partout

• Mise en place de solutions de transition agricole pour promouvoir d'autres outils de travail dans le cadre d'un système agroécologique

• 2036 : Proposer des expériences locales en vue d'ancrer la Sécurité Sociale Alimentaire

• les salarié·es se réapproprient la gestion des moyens de production agricoles

• suppression du système bancaire et financier et créer un système d'investissement par la Sécurité sociale, en l'élargissant à tous les domaines de la vie.

• Destruction totale du capitalisme global et financier

• Préservation des espaces naturels en les déclarant biens communs de l'humanité.

Dans les 2 scénarii apparaît l'importance des interdépendances/interférences entre le niveau international, national et local.

La nationalisation est-elle consensuelle? Peut-être est-elle envisageable dans un deuxième temps, en passant d'abord par la socialisation?

La Sécurité Sociale Alimentaire doit pouvoir être réfléchi pour une mise en place à court terme, en s'appuyant sur les expériences existantes.

La recomposition de liens entre Solidaires et les mouvements sociaux est nécessaire.

Enseignements de l'atelier :

• Importance de penser d'autres manières de penser.

• Réflexions dans le cadre de l'atelier de l'antemonde, réfléchir à des situations concrètes.

• Possibilités de produire de petites nouvelles pour renforcer notre créativité.